

Les économistes soutien du Front de gauche

Battre Sarkozy et briser la spirale austérité-récession

Un collectif d'économistes de sensibilités diverses s'est constitué en soutien du programme du Front de gauche. Après un premier appel de soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon au 1^{er} tour de la présidentielle, il a lancé un second appel incitant les électeurs du Front de gauche à « mettre le bulletin Hollande dans l'urne au second tour de cette présidentielle », sans rien lâcher de son programme « l'Humain d'abord », mais pour « dégager l'horizon » et préparer le terrain de la bataille sociale qui s'annonce. Nous avons choisi de le diffuser dans son intégralité.

Économistes, nous avons, le 20 avril dernier, appelé à voter pour Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche. À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, pour battre Nicolas Sarkozy le 6 mai prochain, nous mettrons un bulletin de vote François Hollande dans l'urne, sans rien lâcher de nos exigences et sans nous rallier à son programme économique. Notre appel du 20 avril, diffusé dans la presse, s'est à présent élargi à d'autres collègues économistes qui nous ont rejoints, et compte plus de 50 signataires prouvant ainsi que la dynamique du Front de gauche est en marche pour une alternative aux politiques actuelles afin de sortir de la crise.

Quel que soit le résultat du scrutin, il n'y aura pas d'état de grâce. Le futur gouvernement va être très vite confronté à la crise des dettes publiques qui n'en finit pas. À cause de la crise financière et de leur détention par les marchés financiers, l'augmentation de la plupart de ces dettes dans la zone euro a déchaîné la spéculation contre l'euro et constitue l'argument central des politiques d'austérité, ici comme dans beaucoup d'autres pays : l'endettement public mondial a crû de 45 % ces quatre dernières années, notamment parce que les États se sont portés au secours des banques. À tout moment, et sous l'effet de la spéculation qui mise d'ores et déjà sur l'éclatement de la zone euro, un risque de défaut (dette publique, une grande banque européenne) peut survenir. La contagion sera alors immédiate. Or, à la différence de la crise de 2007-2008, les États sont devenus exsangues et, outre une profonde réforme fiscale, ne pourront donc efficacement soutenir les banques et l'activité économique qu'avec une autre intervention de la BCE. Les organismes créés dans l'urgence par l'Union européenne pour faire face à cette crise (Mécanisme européen de stabilité, Fonds européen de stabilité financière) ne feront qu'aggraver la situation, puisque leurs prêts sont conditionnés à la mise en œuvre d'une

austérité drastique et à la mise sous tutelle des pays par la sinistre Troïka (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne et Conseil européen).

L'enjeu économique actuel est la confrontation majeure avec les marchés financiers, sans accepter le scénario noir d'un repli, avec un éclatement de la zone euro, une relance de la spéculation, des difficultés immédiatement accrues pour les peuples, l'enfoncement des économies les plus faibles et tous les risques d'affrontement.

Pour sortir de la crise, il faut rompre avec les dogmes des politiques d'austérité qui engendrent les cercles vicieux de la dette et de la déflation. Il faut rompre avec les dogmes de la compétitivité anti-salariale consistant à flexibiliser le marché du travail et à rogner sur les droits sociaux. Il s'agit pour les néolibéraux de baisser les « coûts du travail » pour mieux protéger les dividendes et les prélèvements bancaires sur la richesse produite. C'est pourtant cette vision du monde qui l'a mené dans la situation extrêmement précaire où il se trouve. Il est fondamental de briser le cercle vicieux austérité-récession qui entraîne l'Europe vers le chaos. C'est pourquoi nous nous opposons au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), signé le 1^{er} mars dernier. Il ne touche pas au statut de la BCE ni à sa politique monétaire et, au contraire, les sanctuarise. Il véhicule et grave dans le marbre, avec la prétendue « règle d'or », la vision d'une Europe sans solidarité ni transfert ; où chaque nation serait individuellement tenue à l'équilibre budgétaire et, sinon, sanctionnée automatiquement. Ce traité veut verrouiller l'intervention démocratique des peuples et empêcher toute expansion sociale, tout développement social de qualité et même toute croissance réelle nouvelle nécessaire à une réorientation de l'économie en Europe, gage d'une dynamique de reconversion écologique et d'une sortie de crise.

Pour rompre avec l'austérité, il faut battre Nicolas Sarkozy, soutien majeur du capitalisme financier, l'un des deux artisans majeurs du TSCG et de la mise sous tutelle antidémocratique des pays les plus en crise comme la Grèce par la BCE, le FMI et le Conseil européen. Le 6 mai, nous mettrons le bulletin de vote François Hollande pour commencer à dégager l'horizon.

Pour autant, il ne faut surtout pas rivaliser avec la droite dans l'application d'une prétendue règle d'or, de déficit zéro avant tout.

Nous formulons dès aujourd'hui les propositions d'une sortie par le haut visant l'expansion sociale et écologique, avec en son cœur l'emploi, les services publics et la sécurisation de tous les moments de la vie de chacun-e au lieu du chômage et de la précarité. Il faudra bien sûr une taxation des transactions financières, une séparation patrimoniale des banques de dépôt de leurs activités spéculatives, mais surtout au plus vite :

■ Un pôle public bancaire et financier pour pratiquer un tout autre crédit aux investissements favorisant l'emploi, les salaires, la formation, le développement social et écologique et non à ceux accompagnant les délocalisations, la spéculation.

■ Une politique salariale favorisant l'élévation des salaires et la protection sociale, refusant les exonérations de cotisations sociales, et impulsant une baisse régulière du temps de travail pour sortir de la course au productivisme.

■ Une implication massive de la BCE pour racheter les dettes publiques et une réorientation de sa politique en

faveur d'une sélectivité du refinancement des banques qui prêtent aux entreprises.

■ L'ouverture du débat en Europe avec les gouvernants, les peuples, les forces politiques progressistes, les forces sociales et syndicales, pour la réorientation immédiate de la BCE et de sa création monétaire en faveur des services publics, d'une protection sociale universelle, avec un Fonds européen de développement social et écologique, et pour une nouvelle sélectivité du refinancement du crédit bancaire aux entreprises.

■ La mise en route d'une réforme du système monétaire international, interdisant les paradis fiscaux et les produits financiers dérivés, pour une monnaie, bien commun de l'humanité, avec, au lieu du dollar, une monnaie commune mondiale de coopération et de progrès social à partir des droits de tirage spéciaux et un FMI profondément refondé, pour une autre coopération avec le Sud et les pays émergents.

Une démocratisation profonde des choix économiques et financiers devra être engagée reposant sur la mobilisation des citoyens sur leurs lieux de travail et de vie, avec leurs institutions représentatives.

Tout cela appelle de nouvelles lois, l'abrogation de lois existantes, et une résistance pied à pied et donc, dans tous les cas de figure, l'élection en juin de nombreux députés du Front de gauche.

Face aux marchés financiers, il faut de la hardiesse et du courage, des mesures précises, cohérentes, dans le rassemblement des peuples d'Europe. Il s'agit de se donner les moyens d'un chemin d'espoir. ■

Signataires :

Louis Adam, commissaire aux comptes ; Pierre Alary, maître de conférences, université Lille-I ; Bruno Amable, professeur des universités, université de Paris-I ; Renaut Baphèse, économiste ; Philippe Batifoulier, maître de conférences, université de Paris-X ; Nicolas Bénéès, économiste, université populaire de Caen ; Eric Berr, maître de conférences, université de Bordeaux-IV ; Paul Boccara, maître de conférences honoraire, université de Picardie ; Frédéric Boccara, maître de conférences associé, université Paris-XIII ; Mireille Bruyère, maître de conférences, université Toulouse-II ; Pierre Causse, économiste ; Pierre Concialdi, économiste ; Laurent Cordonnier, maître de conférences, université Lille-I ; Gérard Coutureau, économiste, ENFA ; Yves Dimicoli, économiste, ancien membre du Conseil d'analyse économique ; Jean-Paul Domin, maître de conférences, université de Reims ; Ali Douai, maître de conférences, université de Nice ; Denis Durand, économiste ; Jean-Marc Durand, économiste ; Guillaume Etievant, économiste, expert auprès des CE ; David Flacher, maître de conférences, université Paris-XIII ; Maryse Gadreau, professeure, université de Bourgogne ; Jacques Généreux, économiste, IEP, Paris ; Patrick Gianfaldoni, maître de conférences, université d'Avignon ; Jean-Pierre Gilly, professeur émérite, université de Toulouse-I ; Bernard Guibert, économiste ; Ozgur Gun, maître de conférences, université de Reims ; Jean-Marie Harribey, économiste ; Isabelle Hirtzlin, économiste, université Paris-I ; Michel Husson, économiste ; Andrée Kartchevsky, professeur des universités, université de Reims ; Pierre Khalfa, économiste ; Robert Kissous, statisticien-économiste, consultant de CE ; Dany Lang, maître de conférences, université Paris-XIII ; Pierre Le Masne, maître de conférences, université de Poitiers ; Philippe Légé, maître de conférences, université de Picardie ; Jean Magniadas, membre honoraire du Conseil économique et social ; Nasser Mansouri-Guilani, économiste ; Jérôme Maucourant, économiste, université de Saint-Etienne ; Philippe Méhaut, directeur de recherches, CNRS ; Catherine Mills, maître de conférences honoraire, université Paris-I ; Alain, Morin, économiste ; François Morin, professeur, université Toulouse-I ; Bernard Paraque, économiste ; Jean-François Ponsot, maître de conférences, CREG, université de Grenoble ; Frédéric Rauch, économiste, rédacteur en chef de la revue Économie et Politique ; Jacques Rigaudiat, économiste, ancien conseiller social des premiers ministres M. Rocard et L. Jospin ; Jean-Marie Roux, économiste ; Robert Salais, économiste, ENS Cachan ; Richard Sobel, maître de conférences, université Lille-I ; Bernard Sujobert, économiste ; Bruno Tinel, maître de conférences, université de Paris-I ; Stéphanie Treillet, économiste ; Franck Van De Velde, maître de conférences, université Lille-I ; Sébastien Villemot, doctorant, Ecole d'économie de Paris.